

Unité bidépartementale du Calvados et de la Manche
1 bis rue de la Libération
BP 70272
50001 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 08/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

STEP-CARENTAN

lieu-dit "l'Amont" commune déléguée de St Come-du-Mont
50500 CARENTAN-LES-MARAIS

Références : 2022-50-180

Code AIOT : 0003901413

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/09/2022 dans l'établissement STEP-CARENTAN implanté Lieu-dit Amont St-Come-du-Mont, 50500 CARENTAN-LES-MARAIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection inopinée s'inscrit dans le cadre d'une action dite "coup de poing" portant sur la thématique des rejets en eau. Le présent rapport s'inscrit concerne la 1ère journée, le contrôle portant sur une période de 24h.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEP-CARENTAN
- Lieu-dit l'Amont St Come du Mont 50500 CARENTAN-LES-MARAIS
- Code AIOT : 0003901413
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED

L'installation est une station d'épuration mixte au sens de la rubrique 2752 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Elle est exploitée par la commune nouvelle de Carentan-les-Marais.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Contrôle inopiné de la qualité des rejets dans le milieu naturel.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par

L'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Point de contrôle provenant d'une <u>précédente</u> inspection	Autre information
1	Mesure du débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51	/	Sans objet
2	Mesure du débit – Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 14/02/2022, article 2.1.2	/	Sans objet
3	Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 14/02/2022, article 2.1.4	/	Sans objet
4	Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 16/02/2018, article 2.1.1, 2.1.5	/	Sans objet
5	Canal de mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 3	/	Sans objet
6	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dispositions adoptées par l'exploitant et son prestataire permettent de maintenir en état de fonctionnement, la chaîne de mesure des paramètres à respecter avant rejet des effluents au milieu naturel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesure du débit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51
Thème(s) : Risques chroniques, Réglage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues aux articles 58, 59 et 60 dans des conditions représentatives.
Constats : Les instruments de mesures pour les paramètres suivis pour une station d'épuration urbaine exploitée de longue date, étaient bien en place. Les vérifications par le laboratoire en charge des prélèvements ont assuré que ceux-ci pouvaient s'effectuer dans de bonnes conditions. A noter que le noeud opéré sur le tuyau de prélèvement, à l'aplomb du canal, n'est pas conforme aux règles de l'art. Le tuyau de prélèvement doit plonger directement dans le canal depuis la sortie de la canalisation de protection, sans coudes, ni siphons. En outre, le tuyau raccordé au préleveur automatique de la station communale est en matière plastique, alors qu'il devrait être en TEFLON, le paramètre Zinc étant à suivre dans le cadre de l'autosurveillance.  Vue du tuyau de prélèvement
Observations : en attendant son remplacement par un tuyau en téflon, l'exploitant supprime les noeuds sur le tuyau de prélèvement actuellement en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mesure du débit – Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Autre du 14/02/2022, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Extraits : Les dispositifs de mesure de débit en continu devront être conformes aux normes en vigueur et respecter les prescriptions techniques définies par les constructeurs. Ils seront équipés d'enregistreurs et de totalisateurs. Les installations de mesure devront être accessibles et leur implantation ne pas mettre en péril la sécurité du personnel. Les dispositifs de mesure de débit devront faire l'objet d'un contrôle de conformité de l'organe de mesure ou de l'installation vis-à-vis des prescriptions normatives et des constructeurs. Ils devront également faire l'objet d'un suivi métrologique rigoureux et documenté. Ce suivi métrologique peut être réalisé par une mesure comparative exercée sur site (débitmètre, jaugeage...) ou par une vérification effectuée sur un banc de mesure au sein d'un laboratoire accrédité. Les enregistreurs et les totalisateurs devront également être conformes aux normes en vigueur. Les installations de comptage doivent être accessibles et leur implantation ne pas mettre en péril la sécurité du personnel.
Constats : La longueur du canal de mesure en amont du venturi est supérieure à 5 fois sa largeur, la position de la sonde de mesure recalée suite à un contrôle de l'agence de l'eau, et le caractère récent de la construction, atteste du respect des prescriptions. Le préleveur fait l'objet de 4 contrôles annuels et le débitmètre 2 contrôles. L'inspection a constaté que le lit du canal de rejet était encombré par un tapis végétal susceptible de fausser la relation hauteur/débit du venturi.
Observations : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de curer ce canal dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Autre du 14/02/2022, article 2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Extraits : Le matériel à utiliser dans le cadre de la surveillance devra être inerte vis-à-vis des substances et des paramètres soumis à la surveillance dans les rejets aqueux. (...) A la fin de l'échantillonnage, l'exploitant ou le prestataire de prélèvement devra valider l'opération d'échantillonnage en s'assurant que le volume final collecté corresponde au volume unitaire réel prélevé multiplié par le nombre de prélèvements réalisés avec une tolérance, sur l'écart volume final/volume théorique, fixée et annoncée par l'organisme de prélèvement. Le cas échéant, si le critère n'est pas respecté, l'opérateur de prélèvement devra en rechercher les causes et pourra être amené à refaire l'opération d'échantillonnage.
Constats : Le tuyau raccordé au préleveur automatique de la station communale, est en matière plastique,

alors qu'il devrait être en TEFLON, le paramètre Zinc étant à suivre dans le cadre de l'autosurveillance.
Observations : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de remplacer le tuyau d'aspiration raccordé au prélèveur automatique actuel par un tuyau en TEFLON, conformément à la norme FD T 90-523-2, compte tenu de l'analyse sur le paramètre Zinc à réaliser.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Autre du 16/02/2018, article 2.1.1, 2.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de préparation et de conservation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Extraits :</p> <p>Un dialogue étroit entre l'opérateur de prélèvement et le laboratoire est à mettre en place préalablement à la mise en œuvre du programme de surveillance des émissions, afin que l'opérateur ait à disposition les consignes écrites spécifiques sur le remplissage (ras-bord par exemple), le rinçage des flacons, le conditionnement des échantillons (ajout de conservateurs avec leurs quantités), l'utilisation des réactifs, l'identification des flacons et des enceintes et la durée de mise au froid des blocs eutectiques avant utilisation.</p> <p>La sélection du flaconnage (nature et volume) et des réactifs de conditionnement (le cas échéant) devra s'appuyer sur les normes spécifiques au paramètre étudié ou à la norme NF EN ISO 5667-3. A défaut d'information dans les normes pour certaines substances organiques, les flacons en verre, brun ou protégés de la lumière, équipés de bouchons inertes (capsule téflon®) devront être mis en œuvre.</p> <p>La traçabilité documentaire des opérations de terrain devra être assurée à toutes les étapes de la préparation de la campagne jusqu'à la restitution des données. Les opérations de terrain proprement dites devront être tracées.</p> <p>Une étape d'homogénéisation du volume collecté devra être réalisée avant et pendant la distribution dans les différents flacons destinés à l'analyse.</p> <p>La répartition dans les différents flacons devra se faire loin de toute source de contamination, flacon par flacon, ce qui correspond à un remplissage du flacon en une seule fois. Les flacons destinés à l'analyse des composés volatils doivent être remplis en premier.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise des prélèvements 24H de minuit à minuit pour constituer les échantillons pour ses analyses journalières. A son arrivée le matin, l'exploitant de la station extrait 2 litres de l'échantillon prélevé pour réaliser les analyses internes journalières (environ 500 ml sont utilisées et 1,5l sont conservés dans un réfrigérateur jusqu'au lendemain, pour refaire des analyses si nécessaire). Une fois par semaine, 2 flaconnages sont préparés (2 l + 0,5 l) à partir de l'échantillon prélevé, afin de faire procéder aux analyses requises par le laboratoire externe CARSO. Ces 2 flacons sont stockés dans une glacière puis déposés chez le transporteur TNT qui l'achemine à partir de 17h, le jour même.</p> <p>L'étape d'homogénéisation de l'échantillon prélevé est réalisée par secouage du bidon, manière de faire qui n'est pas conforme aux règles de l'art reprises par la fascicule FD T 90-523-2.</p>
Observations : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'adapter ses procédures relatives à la préparation des flacons pour l'analyse des paramètres de son autosurveillance et s'équipe du matériel nécessaire pour réaliser l'homogénéisation de son échantillon 24H selon les règles de l'art.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Canal de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
Constats : Les travaux de remise en état du clarificateur, actuellement entrepris sur la station d'épuration, démontrent l'existence de procédures d'entretien et de suivi des matériels indispensables à la bonne marche de celle-ci, et de leur mise en application. Toutefois, la couleur des eaux de rejet laisse envisager une dérive temporaire de certaines valeurs limites de rejet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : L'ouvrage de rejet dans la rivière la Douve se situe à un endroit où la largeur du cours d'eau assure une bonne diffusion des effluents, sans perturber de façon apparente le milieu récepteur, et sans affecter la navigation essentiellement touristique sur le secteur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

-----<<<<0>>>>-----